

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 30 janvier 2013
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, novembre 2012	2
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 911 \$ en novembre, en hausse de 0,5 % par rapport au mois précédent. D'une année à l'autre, la rémunération a augmenté de 3,2 %.	
Enquête sur les dépenses des ménages, 2011	9
En 2011, les ménages canadiens ont dépensé en moyenne 55 151 \$ en biens et services, soit 2,7 % de plus qu'en 2010. Cette augmentation était légèrement inférieure au taux d'inflation de 2,9 % mesuré par l'Indice des prix à la consommation.	
Étude : Consommation culturelle sur Internet par les Canadiens âgés, 2010	14
Chargements ferroviaires, novembre 2012	16
Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline pour l'Alberta, novembre 2012	17
Enregistrement sonore et édition de musique, 2011	18
Nouveaux produits et études	19



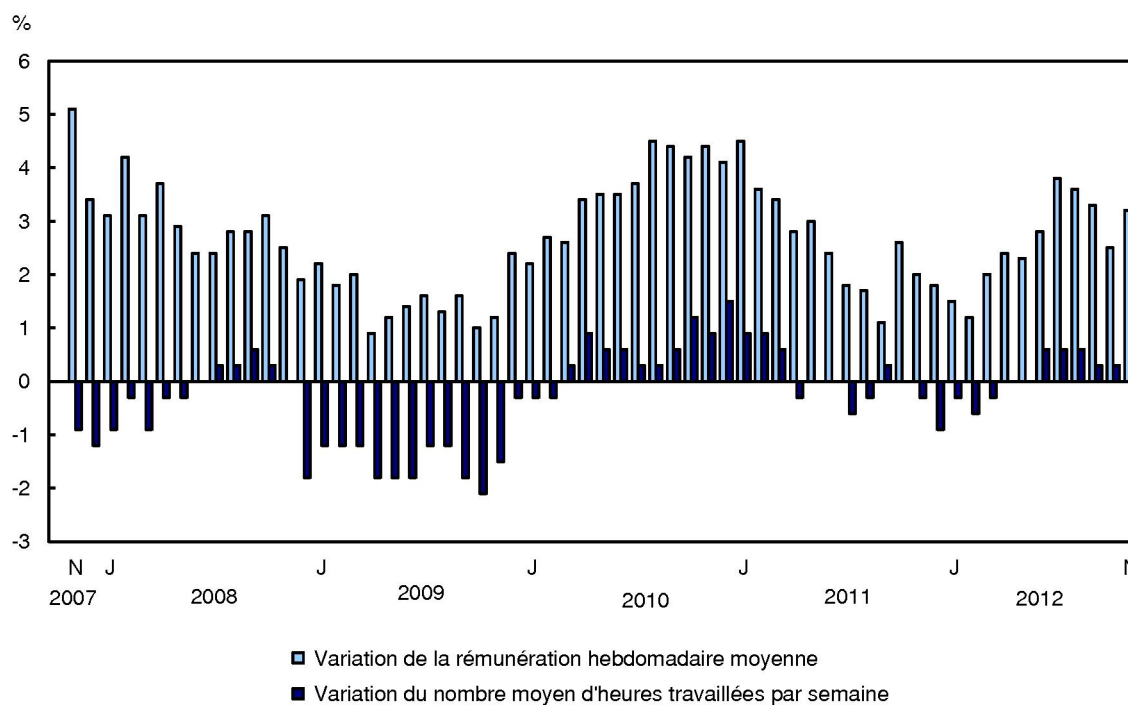
Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, novembre 2012

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 911 \$ en novembre, en hausse de 0,5 % par rapport au mois précédent. D'une année à l'autre, la rémunération a augmenté de 3,2 %.

Graphique 1

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine

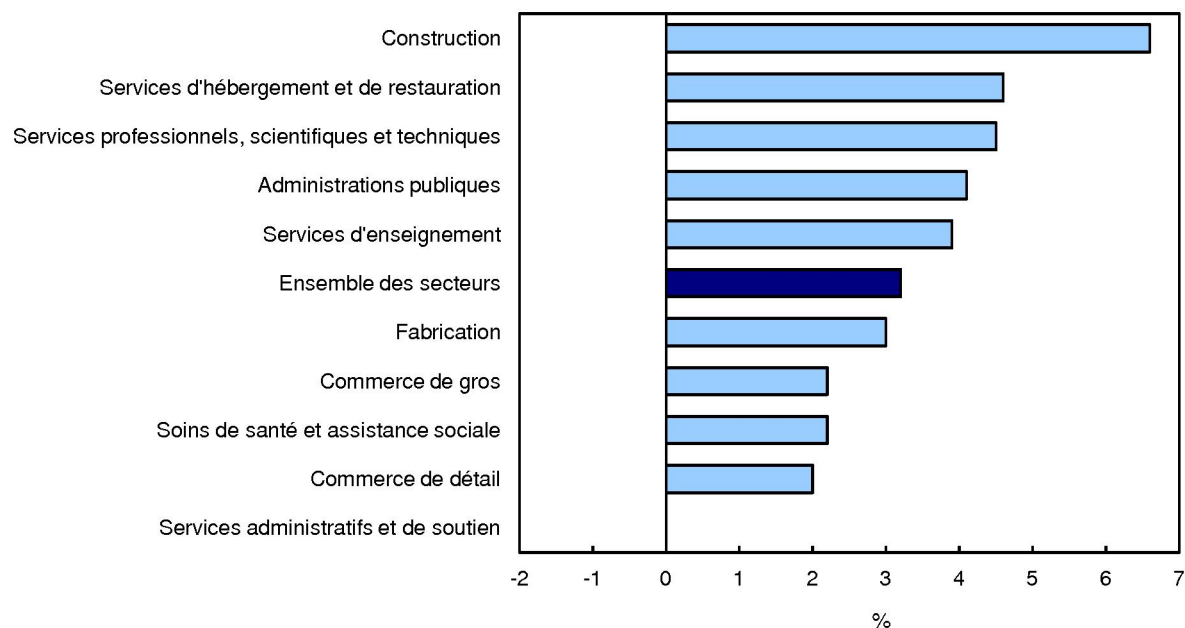


La hausse de 3,2 % de la rémunération au cours des 12 mois ayant pris fin en novembre s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En novembre, les employés salariés non agricoles ont travaillé en moyenne 33,2 heures par semaine, soit plus que les 33,1 heures enregistrées le mois précédent et les 32,9 heures observées en novembre 2011.

La rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne d'une année à l'autre a été supérieure à la moyenne nationale dans cinq des principaux secteurs économiques, à savoir la construction; les services d'hébergement et de restauration; les services professionnels, scientifiques et techniques; les administrations publiques et les services d'enseignement.

Graphique 2
Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, novembre 2011 à novembre 2012



La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la construction a progressé de 6,6 % entre novembre 2011 et novembre 2012 pour passer à 1 172 \$, et la croissance s'est répartie dans toutes les industries du secteur.

Dans les services d'hébergement et de restauration, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 4,6 % pour atteindre 373 \$, grâce notamment à la croissance qui a eu lieu dans les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint.

La rémunération hebdomadaire dans les services professionnels, scientifiques et techniques a progressé de 4,5 % pour se chiffrer à 1 274 \$. La croissance la plus marquée a été enregistrée dans les services d'architecture, de génie et les services connexes, dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes ainsi que dans les services juridiques.

En novembre, la rémunération hebdomadaire moyenne dans les administrations publiques a augmenté de 4,1 % pour atteindre 1 167 \$, et des hausses ont été observées à tous les échelons de l'administration publique.

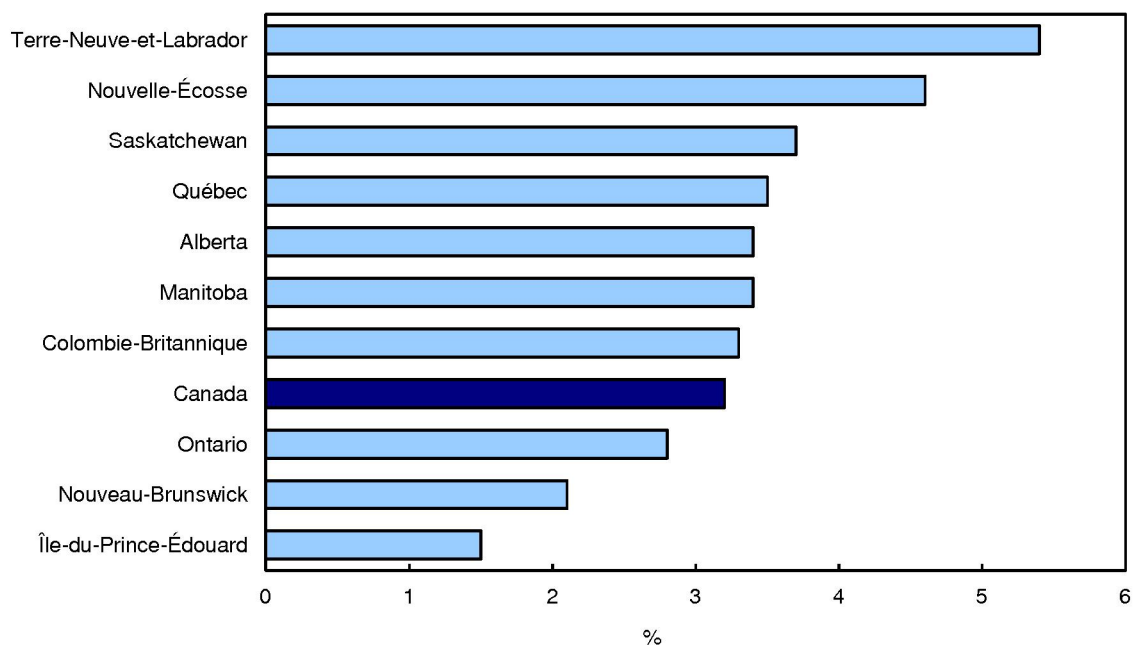
Dans les services d'enseignement, la rémunération hebdomadaire a progressé de 3,9 % pour atteindre 989 \$, et la croissance la plus élevée a été enregistrée dans les universités.

La rémunération hebdomadaire moyenne augmente dans toutes les provinces

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a progressé dans toutes les provinces au cours des 12 mois ayant pris fin en novembre. Les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan.

Graphique 3

Croissance d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, novembre 2011 à novembre 2012



À Terre-Neuve-et-Labrador, la rémunération hebdomadaire moyenne s'est établie à 941 \$, en hausse de 5,4 % par rapport 12 mois plus tôt. Il s'agit du taux de croissance d'une année à l'autre le plus élevé de toutes les provinces. Les progressions les plus fortes ont été observées dans la construction, dans la fabrication et dans les services administratifs et de soutien. Terre-Neuve-et-Labrador s'est classée au deuxième rang au pays, après l'Alberta, pour ce qui est de la rémunération moyenne.

La rémunération hebdomadaire moyenne en Nouvelle-Écosse a atteint 817 \$ en novembre, en hausse de 4,6 % comparativement à 12 mois plus tôt. Malgré un taux de croissance d'une année à l'autre supérieur à la moyenne nationale depuis août, la rémunération dans cette province reste parmi les plus faibles au pays.

En Saskatchewan, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,7 % au cours des 12 mois ayant pris fin en novembre pour atteindre 931 \$. La croissance a été principalement attribuable aux services d'hébergement et de restauration, au secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction pétrolière et gazière ainsi qu'au secteur de la finance et des assurances.

L'Alberta a continué d'afficher la rémunération la plus élevée au pays, celle-ci s'établissant à 1 086 \$, en hausse de 3,4 % par rapport à novembre 2011.

L'emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'employés salariés non agricoles a connu une légère hausse de 3 100 en novembre, après avoir diminué de 14 800 le mois précédent.

En novembre, le nombre de salariés a augmenté dans les services administratifs et de soutien, dans les administrations publiques et dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction pétrolière et gazière. Parallèlement, de faibles baisses ont été enregistrées dans les services immobiliers, de location et de location à bail ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques.

D'une année à l'autre, l'emploi salarié a progressé de 228 400 (+1,5 %).

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction pétrolière et gazière a continué d'enregistrer le taux de croissance de l'emploi salarié sur 12 mois le plus élevé de tous les secteurs, soit 8,3 %. La construction (+4,6 %) ainsi que le transport et l'entreposage (+3,3 %) ont également affiché une croissance vigoureuse. Les plus fortes baisses ont été observées dans la foresterie, l'exploitation forestière et les services de soutien (-6,5 %) et dans les services publics (-3,2 %).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est un recensement d'entreprises visant les employés salariés non agricoles. Son principal objectif est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA), une enquête mensuelle. L'EPA est une enquête-ménage dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques.

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les déductions à la source.

La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Révisions

À compter de la diffusion des données de janvier, le 27 mars prochain, les données de l'EERH seront basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2012 au lieu du SCIAN de 2007. Les données feront l'objet d'une révision chronologique remontant à 1991. Parallèlement, les données désaisonnalisées seront révisées à l'aide des facteurs saisonniers les plus récents. Un petit nombre d'industries feront aussi l'objet de révisions chronologiques selon la province ou le territoire. Ces changements auront peu d'effets sur les estimations de l'EERH.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés – Données désaisonnalisées

	Novembre 2011	Octobre 2012 ^r	Novembre 2012 ^p	Octobre à novembre 2012	Novembre 2011 à novembre 2012	Octobre à novembre 2012	Novembre 2011 à novembre 2012
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	882,11	906,67	910,77	4,10	28,66	0,5	3,2
Foresterie, exploitation et soutien	998,53	1 082,35	1 092,90	10,55	94,37	1,0	9,5
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	1 787,79	1 879,26	1 875,82	-3,44	88,03	-0,2	4,9
Services publics	1 747,86	1 611,54	1 615,78	4,24	-132,08	0,3	-7,6
Construction	1 099,17	1 153,55	1 171,99	18,44	72,82	1,6	6,6
Fabrication	994,69	1 014,09	1 024,28	10,19	29,59	1,0	3,0
Commerce de gros	1 046,57	1 053,23	1 069,97	16,74	23,40	1,6	2,2
Commerce de détail	521,19	523,46	531,69	8,23	10,50	1,6	2,0
Transport et entreposage	929,72	934,56	936,12	1,56	6,40	0,2	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 069,53	1 129,48	1 132,78	3,30	63,25	0,3	5,9
Finance et assurances	1 080,37	1 119,72	1 118,29	-1,43	37,92	-0,1	3,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	838,90	862,12	865,05	2,93	26,15	0,3	3,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 219,80	1 271,64	1 274,26	2,62	54,46	0,2	4,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 160,58	1 208,07	1 271,04	62,97	110,46	5,2	9,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	735,05	737,81	734,91	-2,90	-0,14	-0,4	0,0
Services d'enseignement	952,48	986,36	989,25	2,89	36,77	0,3	3,9
Soins de santé et assistance sociale	808,32	821,72	825,74	4,02	17,42	0,5	2,2
Arts, spectacles et loisirs	533,35	551,54	565,67	14,13	32,32	2,6	6,1
Hébergement et services de restauration	356,18	370,94	372,74	1,80	16,56	0,5	4,6
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	730,47	736,53	762,02	25,49	31,55	3,5	4,3
Administrations publiques	1 120,97	1 174,02	1 167,30	-6,72	46,33	-0,6	4,1
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	893,02	938,32	941,04	2,72	48,02	0,3	5,4
Île-du-Prince-Édouard	738,91	735,47	749,64	14,17	10,73	1,9	1,5
Nouvelle-Écosse	781,07	800,39	817,16	16,77	36,09	2,1	4,6
Nouveau-Brunswick	800,49	815,26	817,43	2,17	16,94	0,3	2,1
Québec	813,21	833,53	841,85	8,32	28,64	1,0	3,5
Ontario	896,77	913,97	921,45	7,48	24,68	0,8	2,8
Manitoba	811,88	836,36	839,45	3,09	27,57	0,4	3,4
Saskatchewan	897,69	929,32	930,97	1,65	33,28	0,2	3,7
Alberta	1 049,93	1 095,42	1 085,89	-9,53	35,96	-0,9	3,4
Colombie-Britannique	850,42	871,39	878,42	7,03	28,00	0,8	3,3
Yukon	961,31	975,16	984,38	9,22	23,07	0,9	2,4
Territoires du Nord-Ouest	1 258,05	1 288,35	1 277,31	-11,04	19,26	-0,9	1,5
Nunavut	924,83	960,40	967,45	7,05	42,62	0,7	4,6

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2007.

Tableau 2
Nombre de salariés – Données désaisonnalisées

	Novembre 2011	Octobre 2012 ^r	Novembre 2012 ^p	Octobre à novembre 2012	Novembre 2011 à novembre 2012	Octobre à novembre 2012	Novembre 2011 à novembre 2012
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 055,2	15 280,5	15 283,6	3,1	228,4	0,0	1,5
Foresterie, exploitation et soutien	40,3	37,2	37,6	0,4	-2,7	1,2	-6,5
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	210,5	225,4	227,8	2,4	17,3	1,1	8,3
Services publics	126,4	122,0	122,4	0,4	-4,0	0,3	-3,2
Construction	861,5	900,1	901,4	1,3	39,9	0,1	4,6
Fabrication	1 489,3	1 485,5	1 484,7	-0,8	-4,6	-0,1	-0,3
Commerce de gros	747,8	759,7	759,6	-0,1	11,8	0,0	1,6
Commerce de détail	1 850,5	1 865,4	1 866,5	1,1	16,0	0,1	0,9
Transport et entreposage	688,3	711,5	711,1	-0,4	22,8	-0,1	3,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	327,5	321,9	322,2	0,3	-5,3	0,1	-1,6
Finance et assurances	685,1	698,1	700,1	2,0	15,0	0,3	2,2
Services immobiliers, de location et de location à bail	242,4	249,0	247,6	-1,4	5,2	-0,6	2,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	787,0	802,6	801,4	-1,2	14,4	-0,2	1,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	106,2	109,8	111,0	1,2	4,8	1,1	4,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	746,1	759,7	763,2	3,5	17,1	0,5	2,3
Services d'enseignement	1 155,4	1 179,1	1 179,2	0,1	23,8	0,0	2,1
Soins de santé et assistance sociale	1 666,6	1 692,6	1 693,7	1,1	27,1	0,1	1,6
Arts, spectacles et loisirs	250,4	247,2	248,4	1,2	-2,0	0,5	-0,8
Hébergement et services de restauration	1 097,5	1 123,8	1 123,9	0,1	26,4	0,0	2,4
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	520,4	522,3	521,5	-0,8	1,1	-0,2	0,2
Administrations publiques	1 051,6	1 045,5	1 048,9	3,4	-2,7	0,3	-0,3
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	205,7	210,7	212,1	1,4	6,4	0,6	3,1
Île-du-Prince-Édouard	64,2	63,7	62,7	-1,0	-1,5	-1,5	-2,4
Nouvelle-Écosse	403,0	401,2	401,9	0,7	-1,1	0,2	-0,3
Nouveau-Brunswick	316,8	310,5	311,2	0,7	-5,6	0,2	-1,8
Québec	3 443,8	3 483,4	3 483,9	0,5	40,1	0,0	1,2
Ontario	5 747,8	5 810,6	5 808,0	-2,6	60,2	0,0	1,0
Manitoba	566,4	576,1	576,5	0,4	10,1	0,1	1,8
Saskatchewan	463,4	471,8	472,2	0,4	8,8	0,1	1,9
Alberta	1 851,0	1 933,0	1 936,5	3,5	85,5	0,2	4,6
Colombie-Britannique	1 932,9	1 958,2	1 956,9	-1,3	24,0	-0,1	1,2
Yukon	20,6	21,2	21,2	0,0	0,6	0,0	2,9
Territoires du Nord-Ouest	28,0	28,6	28,9	0,3	0,9	1,0	3,0
Nunavut	11,6	11,6	11,7	0,1	0,1	0,9	0,6

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2007.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0039 et 281-0041 à 281-0049.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Il est possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Les données de décembre sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 26 février.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jeannine Usalcas au 613-951-4720 (jeannine.usalcas@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Enquête sur les dépenses des ménages, 2011

En 2011, les ménages canadiens ont dépensé en moyenne 55 151 \$ en biens et services, soit 2,7 % de plus qu'en 2010. Cette augmentation était légèrement inférieure au taux d'inflation de 2,9 % mesuré par l'Indice des prix à la consommation (IPC).

Le logement représentait 27,6 % du total de ces dépenses, le transport, 20,4 % et l'alimentation, 14,1 %.

À l'échelon provincial, les ménages de l'Alberta (64 453 \$) ont consacré les dépenses moyennes les plus élevées en biens et services, suivis des ménages de l'Ontario (57 514 \$). Les ménages de l'Île-du-Prince-Édouard (45 190 \$) ont affiché la moyenne la plus faible.

Les couples ayant des enfants ont dit avoir dépensé en moyenne 75 543 \$ en biens et services en 2011. Les ménages formés d'une seule personne âgée de 65 ans ou plus ont fait état de dépenses moyennes de 26 047 \$.

Logement

Les ménages ont consacré en moyenne 15 198 \$ aux coûts de logement, en hausse de 1,3 % par rapport à 2010. Cette catégorie comprend le loyer, les paiements hypothécaires, les coûts des réparations et de l'entretien, les impôts fonciers et les services publics.

En moyenne, les propriétaires-occupants ont consacré 17 123 \$ aux coûts de logement, ce qui représente 26,7 % de leurs dépenses en biens et services. Les locataires y ont consacré en moyenne 11 320 \$, soit 30,4 % de leur budget de biens et services. Ces proportions étaient semblables à celles de 2010.

Bien que les ménages de l'Ontario aient affecté la plus grande part (29,5 %) de leur budget total de biens et services au logement, les ménages de l'Alberta (18 300 \$) ont fait état des dépenses moyennes les plus élevées, suivis des ménages de l'Ontario (16 960 \$). Les ménages de Terre-Neuve-et-Labrador (10 589 \$) ont affiché les dépenses moyennes les plus faibles en coûts de logement.

Les dépenses moyennes affectées au logement ont été les plus élevées (17 285 \$) chez les ménages vivant dans des centres d'un million d'habitants ou plus. Les ménages des régions rurales ont dépensé le moins à ce chapitre, soit 12 213 \$ en moyenne.

Transport

Les ménages ont consacré en moyenne 11 229 \$ aux coûts de transport en 2011, c'est-à-dire 1,5 % de plus qu'en 2010.

De ce total, une somme moyenne de 10 152 \$ a été destinée au transport privé, ce qui comprend les voitures, les camions et les fourgonnettes ainsi que leurs coûts d'exploitation. Le reste des dépenses, à savoir 1 077 \$, ont été consacrées au transport public, qui englobe le transport en commun, les services de taxi, d'autobus interurbain et de train ainsi que les tarifs aériens.

Les dépenses moyennes pour l'essence et d'autres carburants ont augmenté de 23,7 % pour atteindre 2 606 \$. Cette hausse dépassait la croissance de 20,0 % des prix de l'essence mesurée par l'IPC.

En ce qui concerne le transport privé, les dépenses des propriétaires-occupants se sont élevées en moyenne à 12 415 \$, soit plus du double de celles de 5 609 \$ observées chez les locataires.

Alimentation

En moyenne, les ménages canadiens ont dit avoir dépensé 7 795 \$ pour s'alimenter en 2011, soit 0,4 % de moins qu'en 2010. Les dépenses moyennes en aliments achetés au magasin se sont chiffrées à 5 588 \$, en baisse de 1,8 %, alors que les dépenses en aliments achetés au restaurant sont passées à 2 207 \$, en hausse de 3,6 %.

Entre 2010 et 2011, les dépenses ont diminué le plus dans le cas des fruits, des préparations à base de fruits et des noix (-6,2 %), des grains céréaliers et des produits céréaliers (-5,3 %) ainsi que des œufs et des produits laitiers (-4,0 %).

Les ménages ayant à leur tête une personne âgée ont enregistré la plus forte part des dépenses en aliments achetés au magasin, soit 12,5 %. Les ménages où le répondant principal avait moins de 30 ans ont affiché la plus grande proportion de dépenses consacrées aux aliments achetés au restaurant, à savoir 4,6 %.

Soins de santé

En 2011, les ménages ont consacré en moyenne 2 211 \$ aux dépenses personnelles en soins de santé, en baisse de 0,1 % par rapport à 2010. Ces dépenses comprennent les primes d'assurance et les soins de santé non remboursés par un régime de soins de santé public ou privé.

La part des dépenses consacrées aux soins de santé augmente en fonction de l'âge. Les ménages ayant à leur tête une personne âgée ont déclaré avoir utilisé 6,8 % de leur budget de biens et services pour des soins de santé, comparativement à 2,6 % dans le cas des ménages où le répondant principal avait moins de 30 ans.

Communications

Les dépenses moyennes en matière de communications ont augmenté de 5,1 % par rapport à 2010 pour atteindre 1 825 \$. En 2011, le ménage moyen a dépensé 809 \$ pour le téléphone cellulaire, 481 \$ pour le téléphone conventionnel et 416 \$ pour l'accès à Internet.

En 2011, 79,4 % des ménages ont dit posséder au moins un téléphone cellulaire, tandis que 12,8 % ont déclaré avoir seulement un téléphone cellulaire, sans ligne téléphonique terrestre. Comme c'était le cas en 2010, la proportion de propriétaires de téléphone cellulaire était la plus élevée en Alberta (88,5 %) et la plus faible au Québec (70,4 %).

Environ quatre ménages sur cinq ont dit avoir accès à Internet à la maison. Les personnes disposant d'un tel accès étaient proportionnellement les plus nombreuses en Alberta (87,3 %) et en Colombie-Britannique (86,2 %) et les moins nombreuses à Terre-Neuve-et-Labrador (72,6 %) et au Nouveau-Brunswick (72,6 %).

En 2011, la connexion par câble était la méthode d'accès à Internet la plus répandue. Dans l'ensemble, 35,4 % des ménages utilisaient une connexion par câble; par comparaison, 30,4 % avaient une connexion téléphonique haute vitesse et 8,1 %, une connexion sans fil.

Dépenses totales moyennes

En moyenne, les ménages ont fait état de dépenses totales de 73 457 \$ en 2011, en hausse de 3,1 % par rapport à 2010. Ce total comprend les dépenses de 55 151 \$ en biens et services, en plus des dépenses en impôts sur le revenu, en cotisations de pension, en primes d'assurance-emploi et d'assurance-vie et en dons d'argent.

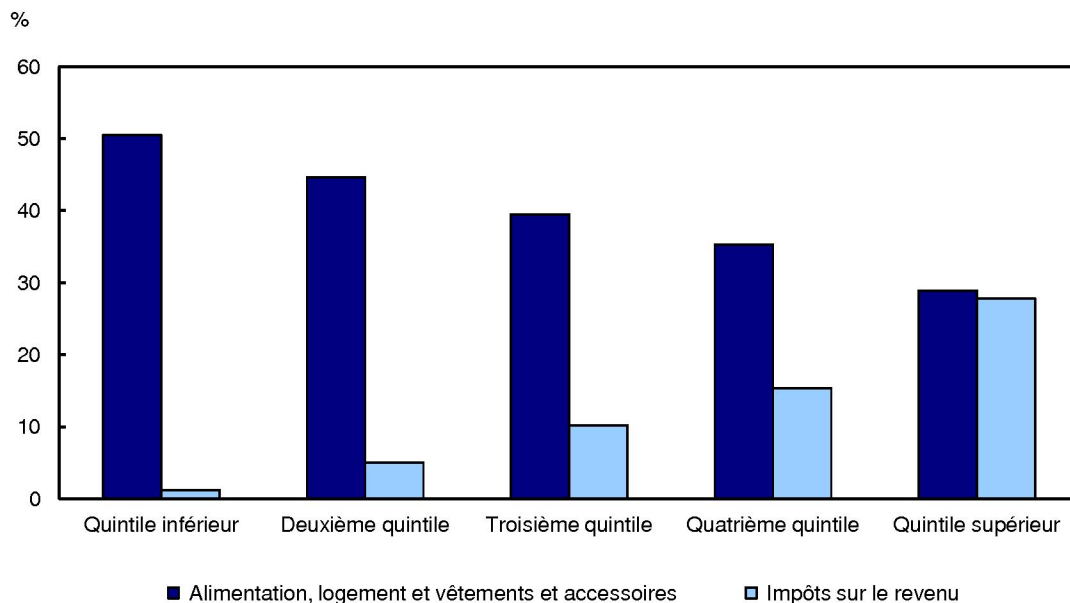
Les dépenses moyennes en biens et services représentaient 75,1 % des dépenses totales. Les impôts sur le revenu, les cotisations de pension, les primes d'assurance-emploi et d'assurance-vie et les dons d'argent expliquaient la part restante de 24,9 %.

La répartition de la population en cinq groupes de revenu égaux permet de jeter un éclairage supplémentaire sur l'analyse des dépenses.

Les 20 % des ménages ayant les revenus les plus faibles ont dépensé en moyenne 29 129 \$ en 2011. De ce total, 50,5 % des dépenses ont été consacrées à l'alimentation, au logement ainsi qu'aux vêtements et accessoires. Les impôts sur le revenu représentaient 1,2 % de leurs dépenses totales.

Les 20 % des ménages ayant les revenus les plus élevés ont affiché des dépenses totales moyennes de 143 519 \$. Ils ont consacré 28,9 % de leur budget à l'alimentation, au logement ainsi qu'aux vêtements et accessoires, tandis qu'une proportion de 27,8 % a été destinée aux impôts sur le revenu. Ces proportions étaient semblables à celles de 2010.

Graphique 1
Part des dépenses totales selon le quintile de revenu, 2011



Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur les données de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de 2011, qui a recueilli des renseignements détaillés auprès d'un échantillon de près de 18 000 ménages sur les habitudes de dépenses, les caractéristiques des logements et l'équipement ménager. Les données portent sur l'ensemble des provinces.

Les dépenses moyennes pour un bien ou un service donné sont calculées pour tous les ménages, c'est-à-dire ceux qui ont fait et ceux qui n'ont pas fait des dépenses dans la catégorie. Les dépenses moyennes comprennent les taxes de vente.

La méthodologie de l'enquête prévoit l'utilisation d'un questionnaire avec périodes de rappel adaptées à un poste de dépense, jumelé à un journal quotidien des dépenses que le ménage remplit pendant les deux semaines qui suivent l'interview. Le journal fournit des renseignements plus détaillés, surtout au sujet des dépenses alimentaires et autres achats fréquents.

La méthode d'ajustement des journaux incomplets a été améliorée lors de l'EDM de 2011. De même, l'âge des membres du ménage est maintenant défini à la date de l'entrevue plutôt qu'au 31 décembre de l'année de l'enquête.

Dans le but d'assurer la comparabilité des données, les données de 2010 ont également été révisées pour prendre en compte ces changements. L'estimation de 2010 révisée des dépenses moyennes par ménage en biens et services de toutes sortes a crû de 1,3 % lorsque comparée à l'estimation de 2010 déjà publiée.

Les comparaisons entre les dépenses des diverses années n'ont pas été corrigées pour tenir compte de l'inflation.

Tableau 1
Dépenses moyennes en biens et services et part des dépenses pour les principales catégories de dépenses pour les provinces, 2011

	Dépenses moyennes en biens et services	Logement	Transport	Alimentation	Vêtements et accessoires
	dollars	part des dépenses en biens et services (%)			
Canada	55 151	27,6	20,4	14,1	6,1
Terre-Neuve-et-Labrador	49 985	21,2	23,7	15,3	7,2
Île-du-Prince-Édouard	45 190	25,4	19,0	15,9	6,5
Nouvelle-Écosse	50 009	25,0	21,3	15,1	5,6
Nouveau-Brunswick	47 960	23,0	23,2	15,2	6,0
Québec	49 239	24,8	21,1	15,2	6,1
Ontario	57 514	29,5	19,6	13,6	6,3
Manitoba	49 975	25,3	22,1	14,5	6,2
Saskatchewan	52 540	24,7	21,8	14,3	5,8
Alberta	64 453	28,4	20,9	13,2	6,1
Colombie-Britannique	57 332	28,8	19,2	14,1	5,5

Tableau 2
Part du budget pour les principales catégories de dépenses selon le quintile de revenu, 2011

	Quintile inférieur	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile supérieur
	dollars				
Dépenses moyennes par ménage	29 129	45 057	62 941	86 682	143 519
	part des dépenses en %				
Alimentation	14,1	14,1	11,9	10,5	8,3
Logement	31,8	25,7	22,6	20,2	16,4
Vêtements et accessoires	4,6	4,9	5,0	4,6	4,3
Transport	15,8	16,4	17,6	16,4	13,2
Impôts sur le revenu	1,2	5,0	10,2	15,3	27,8

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 203-0021 à 203-0028.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3508.

Des [tableaux de données](#) sont également offerts à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Le document « Guide de l'utilisateur, Enquête sur les dépenses des ménages, 2011 », qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur les dépenses des ménages* (62F0026M, gratuite), contient des renseignements sur la méthodologie, les concepts et la qualité des données de l'enquête. Il est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Consommation culturelle sur Internet par les Canadiens âgés, 2010

Les Canadiens âgés ont davantage utilisé Internet au cours de la dernière décennie, mais sont toujours moins susceptibles d'y consommer certains produits culturels comme la musique ou les vidéos.

En 2010, 60 % des aînés de 65 à 74 ans et 29 % de ceux de 75 ans et plus avaient utilisé Internet dans le mois précédent l'enquête. Une décennie plus tôt, moins de 10 % des personnes de 65 ans et plus avaient utilisé Internet (à la maison seulement). Chez les jeunes de 15 à 24 ans, cependant, l'utilisation d'Internet était quasi universelle en 2010.

Même si les Canadiens âgés utilisent davantage Internet, il existe un fossé générationnel important quant à l'utilisation d'Internet pour regarder des vidéos ou pour écouter de la musique téléchargée, deux aspects de la culture sur Internet qui ont gagné en popularité ces dernières années.

En 2010, 87 % des jeunes de 15 à 24 ans écoutaient de la musique téléchargée au moins une fois par semaine. En comparaison, 10 % des Canadiens de 65 à 74 ans écoutaient de la musique téléchargée à partir d'Internet sur une base hebdomadaire.

Malgré cela, les Canadiens âgés écoutaient de la musique aussi fréquemment qu'à la fin des années 1990, mais recouraient toujours à des formats traditionnels pour le faire.

En 2010, plus de la moitié des auditeurs de musique âgés de 45 ans et plus et plus de 80 % des aînés de 65 ans et plus ont écouté leur musique uniquement à partir de technologies plus traditionnelles comme les disques compacts. À titre de comparaison, c'était le cas de 6 % des jeunes de 15 à 24 ans.

Cette étude a aussi montré un large fossé numérique entre les générations en ce qui a trait au visionnement de films ou de vidéos.

En 2010, près de 80 % des jeunes de 18 à 24 ans ont déclaré avoir utilisé Internet pour regarder des films ou des vidéos (y compris des vidéoclips). Environ 10 % des aînés en avaient fait autant.

Note aux lecteurs

Cette étude examine dans quelle mesure les aînés de 65 ans et plus utilisent Internet pour consommer du contenu culturel, en particulier de la musique et des vidéos ou des films. Les données concernant d'autres aspects de la culture sur Internet, comme l'édition électronique, ne sont pas couvertes par les sources de données existantes.

La plupart des données proviennent de l'Enquête sociale générale, dans laquelle on a commencé à poser des questions sur la technologie au début des années 2000 et à collecter des données sur la consommation de la culture périodiquement depuis 1992. D'autres données sont tirées de l'Enquête canadienne sur l'utilisation de l'Internet. Cette enquête fournit non seulement des renseignements sur l'utilisation d'Internet, mais aussi des précisions sur les types d'utilisation, dont le divertissement.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 4432 et 4503.

L'article « Consommation culturelle sur Internet par les Canadiens âgés » est maintenant accessible dans l'édition de janvier 2013 de la publication en ligne *Regards sur la société canadienne* (75-006-X, gratuite), à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Martin Turcotte au 613-951-2290 (martin.turcotte@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Pour obtenir plus de renseignements sur *Regards sur la société canadienne*, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au 613-951-0803 (sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Chargements ferroviaires, novembre 2012

Les chemins de fer canadiens ont transporté 27,4 millions de tonnes de marchandises en novembre, en hausse de 0,8 % par rapport à novembre 2011. Il s'agit de la troisième augmentation consécutive d'une année à l'autre pour le mois. La hausse a été presque entièrement attribuable aux chargements internationaux.

À l'intérieur du Canada, l'ensemble des chargements de type intermodal (c'est-à-dire le fret transporté par conteneurs et dans les remorques sur wagons plats) et non intermodal (c'est-à-dire le fret transporté dans des wagons couverts ou chargé en vrac) ont diminué de 0,4 % pour s'établir à 24,2 millions de tonnes. La baisse des chargements intérieurs était le résultat d'une diminution de chargements de type non intermodal, qui a contrebalancé la hausse des chargements de type intermodal.

Les chargements intérieurs de type intermodal ont progressé de 4,2 % pour s'établir à 2,5 millions de tonnes, entièrement en raison d'une hausse des chargements de marchandises conteneurisés puisque les chargements de remorques sur wagons plats étaient à la baisse.

Les chargements intérieurs de type non intermodal ont baissé de 0,9 % pour s'établir à 21,7 millions de tonnes. Les chargements ont reculé dans 33 des 64 groupes de marchandises, surtout en raison des minerais de fer et leurs concentrés, la potasse, le blé et les grains de colza (canola). Le recul a été principalement contrebalancé par des hausses dans plusieurs des groupes de marchandises, plus particulièrement le mazout et le pétrole brut.

La division Ouest représentait 57,7 % des chargements intérieurs, ce qui est pratiquement inchangé par rapport au même mois en 2011. Le reste a été chargé par la division Est. À des fins statistiques, le fret chargé de Thunder Bay en Ontario jusqu'à l'océan Pacifique est classifié dans la division Ouest, et le fret chargé de Armstrong en Ontario jusqu'à l'océan Atlantique est classifié dans la division Est.

Le trafic de fret reçu des embranchements américains a augmenté de 10,9 % pour atteindre 3,2 millions de tonnes en raison d'une hausse de fret de type non intermodal et intermodal.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableau 404-0002.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.

Le numéro de novembre 2012 de la publication *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 89, n° 11 (52-001-X, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline pour l'Alberta, novembre 2012

Les données de novembre sur la production, la disposition et les arrivages de pétrole, d'éthane, de butane et de propane en Alberta sont maintenant offertes sur demande.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2148 et 2191.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enregistrement sonore et édition de musique, 2011

Il est maintenant possible de consulter les données de 2011 de l'industrie de l'enregistrement sonore et de l'édition de musique.

L'édition de 2011 de la publication *Enregistrement sonore et édition de musique*, qui contient les faits saillants de l'industrie ainsi que des données financières, y compris les revenus, les dépenses et les marges bénéficiaires d'exploitation, est maintenant offerte.

Note aux lecteurs

L'enquête sur l'Enregistrement sonore et édition de musique est maintenant réalisée en partenariat avec le ministère du Patrimoine canadien. Veuillez noter qu'en raison d'un changement dans la périodicité de l'enquête, la publication Enregistrement sonore et édition de musique ne sera pas diffusée en 2014 pour l'année de référence 2012.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 361-0005 et 361-0024.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3115.

La publication *Enregistrement sonore et édition de musique*, 2011 (87F0008X, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lucie Cloutier au 613-951-1634 (lucie.cloutier@statcan.gc.ca), Division des industries de service.

